
Majoration de rentes viagères (Loi du 31 Décembre 1895).

Numéro d'inventaire : 1979.08832

Type de document : affiche

Éditeur : Caisse des Dépôts et Consignations (Paris)

Imprimeur : Imprimerie Nationale, Paris

Date de création : 1911

Description : Affiche papier, texte imprimé. Légère déchirure sur le bord droit.

Mesures : hauteur : 555 mm ; largeur : 360 mm

Notes : République Française. Caisse des dépôts et consignations. Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sous la garantie de l'Etat. Conditions, formalités et bonifications pour bénéficié d'une majoration de rente. Imprimerie Nationale, 1911.

Mots-clés : Protection de la famille, de la mère et de l'enfant

Autres descriptions : Langue : Français
ill.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE
SOUS LA GARANTIE DE L'ÉTAT

(Lois des 18 Juin 1893 et 30 Juillet 1895)

MAJORATION DE RENTES VIAGÈRES

(Loi du 31 Décembre 1895)

Dans le but d'encourager la prévoyance et la constitution de retraites, des majorations de rentes viagères seront accordées en 1911, en exécution de la loi du 31 décembre 1895, aux titulaires de livrets de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ainsi qu'aux pensionnaires des sociétés de secours mutuels ou des sociétés de secours et de prévoyance qui rempliront, au point de vue de l'âge, de la continuité des versements et de la situation de fortune, les conditions énumérées ci-après.

Ces rentes supplémentaires seront servies par la Caisse nationale des retraites. Elles ne pourront excéder le cinquième de la rente primitive (article 25 de la loi du 31 juillet 1896).

CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR AVOIR DROIT A UNE MAJORATION DE RENTE.

Pour être admis à participer à la répartition qui sera faite en 1911, les postulants doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- 1° Être de nationalité française ;
- 2° Être titulaire d'un livret de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou pensionnaire d'une société de secours mutuels ou de toute autre société de secours et de prévoyance ;
- 3° Être âgé de cinquante-cinq ans au moins avant le 1^{er} janvier 1912, c'est-à-dire être né au plus tard le 31 décembre 1846 ;
- 4° Avoir effectué, pendant vingt-cinq années au moins,

des actes de prévoyance, autres que ceux prévus par la loi du 5 avril 1910, en opérant des versements à la Caisse nationale des retraites ou en payant des cotisations régulières à des sociétés servant des pensions de retraite et ayant, depuis la même époque, établi un fonds de retraite ;

5° Ne pas jouir, y compris la rente dont la majoration est demandée, d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à trois cent cinquante francs ;

6° N'avoir pas participé aux majorations qui ont été accordées de 1896 à 1910 inclus.

FORMALITÉS A REMPLIR POUR BÉNÉFICIER D'UNE MAJORATION DE RENTE.

Les rentiers ou les pensionnaires qui se trouvent dans les conditions requises pour avoir droit à une majoration de rente, devront s'adresser au **maire de leur résidence**, muni d'un extrait du rôle des contributions de l'année courante les concernant, de leurs **titres de rentes** et, s'ils ont effectué des versements à la Caisse nationale des retraites, de leur **livret individuel**. Ceux qui sont nés en Alsace-Lorraine ou les étrangers qui ont obtenu la naturalisation auront à produire leur **certificat d'expatriation** pour la nationalité française ou une **explication du décret** en vertu duquel ils ont été naturalisés Français. Les pensionnaires des sociétés de secours mutuels ou autres qui ne sont titulaires d'aucune rente à la Caisse nationale des retraites, devront être munis d'un **extrait sur papier libre de leur acte de naissance**.

Les cantonniers, gardes champêtres et agents à un titre quelconque de l'État, des départements ou des communes devront fournir un **certificat de l'autorité compétente énonçant le montant de leur salaire ou un certificat de cessation de fonctions** mentionnant la date de la cessation et le montant de la pension ou du revenu annuel qui leur est accordé.

La suite leur sera **soumise une demande de majoration** qui indiquera très exactement :

- 1° Les noms, prénoms, date de naissance, profession, état civil et domicile du postulant ;
- 2° Le montant des rentes viagères servies au pensionnaire ;
- 3° Le nombre d'années pendant lesquelles il a effectué des versements à la Caisse nationale des retraites ou payé des cotisations à la société dont il fait partie ;

4° Enfin, s'il y a lieu, le nombre de son livret individuel et de ses titres de rente.

Le postulant devra déclarer, en outre, qu'il ne jouit pas, y compris sa rente viagère, d'un revenu personnel, consolidé, viager ou non, supérieur à 350 francs, non compris les ressources qu'il peut tirer de son travail et donner au maire les renseignements qui lui seront demandés relativement à sa situation de fortune et de famille.

Les titres de rente seront immédiatement rendus aux pensionnaires. Les livrets individuels et, s'il y a lieu, les extraits d'acte de naissance seront joints à l'appui des demandes, ainsi que les autres pièces indiquées ci-dessus.

Les demandes formées par les rentiers de la Caisse nationale des retraites qui ne sont membres d'aucune société de secours mutuels ou autre seront **conservées par les maires** chargés de les faire parvenir au sous-préfet de l'arrondissement.

Les demandes formées par les pensionnaires d'une société de secours mutuels ou de toute autre société de secours ou de prévoyance, qu'ils soient ou non titulaires d'une rente de la Caisse nationale des retraites, devront, après avoir été **sousscrites devant le maire** de leur résidence et certifiées par lui, être remises au **président de la société** qui attestera, s'il y a lieu, que ces pensionnaires ont payé des cotisations régulières pendant le nombre d'années exigé par la loi.

Le président dressera un **bonheur spécial** de ses demandes et le remettra au **maire de la commune où se trouve le siège de la société**, avec les pièces à l'appui.

BONIFICATIONS SPÉCIALES A ATTRIBUER AUX PARENTS AYANT ÉLEVÉ PLUS DE TROIS ENFANTS.

Indépendamment des majorations de rentes viagères, des **bonifications spéciales** pourront être attribuées, après avis de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites, aux pensionnaires remplissant les conditions ci-dessus indiquées et qui auront élevé au moins **quatre enfants** jusqu'à l'âge de trois ans accomplis.

Les postulants qui désireront obtenir cette bonification devront **indiquer dans leur demande de majoration le nombre d'enfants** qu'ils ont élevés et donner au maire les renseignements qui leur seront réclamés au sujet de leurs enfants.

DÉLAI DANS LEQUEL LES DEMANDES DEVRONT ÊTRE SOUSSCRITES.

Les demandes de majoration devront être remises aux maires, avec les pièces à l'appui, au plus tard le **30 novembre 1911** sous peine d'exclusion.

Les versements à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse sont reçus :
à Paris et dans le département de la Seine, à la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, chez les percepteurs et chez les receveurs-payeurs ; dans les départements, par les receveurs-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, les percepteurs et les receveurs des postes ; en Algérie, par le trésorier général, les payeurs généraux, les payeurs particuliers et les receveurs des postes.

Une notice contenant l'explication pratique à l'usage des déposants est adressée à toute personne qui en fait la demande au Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, rue de la Harpe, n° 16, à Paris. Elle peut aussi être obtenue chez les receveurs indiqués ci-dessus.

Les seuls officiers compétents de la Caisse nationale des retraites sont spécialement adressés par la poste à toute personne qui en fera la demande soit directement à la Direction générale, soit par l'intermédiaire de son percepteur. Un extrait étendu des instructions à l'usage des déposants et des intéressés est envoyé dans les mêmes conditions. Les correspondances relatives au Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations sont adressées à circuler en franchise.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 1575-158-1514. — (1911)

